



Signataires : Sylvain Thévoz, Sophie Demaurex, Jean-Pierre Tombola, Léna Strasser, Thomas Wenger, Caroline Renold, Oriana Brücker, Grégoire Carasso, Julien Nicolet-dit-Félix, Uzma Khamis Vannini, Louise Trottet, Dilara Bayrak, Clarisse Di Rosa, Angèle-Marie Habiyakare, Céline Bartolomucci, Pierre Eckert

Date de dépôt : 5 mai 2026

Proposition de résolution

Extension du congé de prise en charge aux jeunes adultes jusqu'à la fin de l'obligation d'entretien (*Résolution du Grand Conseil genevois à l'Assemblée fédérale exerçant le droit d'initiative cantonale*)

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
vu l'article 160, alinéa 1, de la Constitution fédérale, du 18 avril 1999 ;
vu l'article 115 de la loi fédérale sur l'Assemblée fédérale, du 13 décembre 2002 ;
vu l'article 156 de la loi portant règlement du Grand Conseil de la République et canton de Genève, du 13 décembre 1985,
considérant

- le congé de prise en charge de 14 semaines pour les parents d'un enfant mineur gravement atteint dans sa santé prévu depuis le 1^{er} juillet 2021 dans le code des obligations (CO), selon l'art. 329h ;
- le fait que ce droit s'éteint automatiquement à la majorité de l'enfant, même lorsque celui-ci demeure entièrement dépendant de ses parents en raison d'une maladie grave ou d'un accident ;
- la mise en lumière par les événements tragiques de Crans-Montana des lacunes du dispositif actuel,

demande à l'Assemblée fédérale

de proposer une modification de l'art. 329h CO visant à étendre le congé de prise en charge aux jeunes adultes jusqu'à la fin de l'obligation d'entretien,

invite le Conseil d'Etat

à soutenir cette initiative cantonale.

EXPOSÉ DES MOTIFS

La maladie grave ou l'accident d'un enfant bouleverse profondément la vie d'une famille. Depuis le 1^{er} juillet 2021, l'art. 329h du code des obligations (CO) prévoit un congé de prise en charge de 14 semaines pour les parents d'un enfant mineur gravement atteint dans sa santé. Ce congé mis en place en 2022, fractionnable et indemnisé à hauteur de 80%, constitue un progrès important pour les familles confrontées à des situations dramatiques.

Cependant, ce droit s'éteint automatiquement à la majorité de l'enfant, même lorsque celui-ci demeure entièrement dépendant de ses parents en raison d'une maladie grave ou d'un accident. Cette limite légale ne correspond pas à la réalité vécue par de nombreux jeunes adultes, qui restent matériellement, financièrement et affectivement à la charge de leurs parents, notamment lorsqu'ils sont encore en formation. L'obligation d'entretien peut d'ailleurs se prolonger jusqu'à 25 ans.

Les événements tragiques de Crans-Montana ont mis en lumière les lacunes du dispositif actuel : plusieurs familles ont dû rester au chevet de leur enfant majeur, sans protection contre le licenciement ni indemnités perte de gain. Le rapport du 25 février 2026 *Prestations prévues à la suite de l'incendie de Crans-Montana du 1^{er} janvier 2026* souligne clairement ces limites structurelles.

Aujourd'hui, lorsqu'une maladie grave ou un accident survient après 18 ans, les parents ne disposent d'aucun congé spécifique, alors même que les besoins de soins, de présence et d'accompagnement peuvent être identiques à ceux d'un mineur. Cette lacune fragilise encore davantage les familles confrontées à des situations extrêmes.

Au regard de ce qui précède, Genève souhaite exercer son droit d'initiative cantonale auprès de l'Assemblée fédérale, afin de proposer une modification de l'art. 329h CO visant à étendre le congé de prise en charge aux jeunes adultes jusqu'à la fin de l'obligation d'entretien.